

A11R431
E88
2007/08
1
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques
et à l'accès à l'information

Programme 06, élément 01
Réforme des institutions démocratiques

Date : 15 juin 2007

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2006-2007 et 2007-2008 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007	1
2. Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire incluant le numéro de téléphone	2
3. La liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen)	3
4. La liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2006	3
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de la mission à l'étranger	3
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger	3
7. La liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels	4
8. La liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commission qui s'y rattachent	4
9. La liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme	4
10. La liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007	4
11. La liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, par un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques	5
12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses administratives (mobilier, équipement, frais généraux, etc.)	5
13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses administratives	5
14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010	6
15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...), le nombre total de journées de maladie, de vacances, de temps supplémentaire, etc.	6
16. Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2004 l'évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, etc...) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions), l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions), le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires et le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années	7

17. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ (localisation, superficie, coûts etc.)	7
18. La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2006-2007 et prévisions 2006-2007, et prévisions 2007-2008	7
19. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces	7
20. Les coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2008 à ce jour	8
21. La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} mai 2007 en indiquant pour chaque individu les informations relatives à la fonction, au traitement, le port d'attache, entre autres.	8
22. La liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire	8
23. La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférents des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010	8
24. La liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)	8
25. Le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007	9
26. La méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels	9
27. La liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère	9
28. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres assignations	9
29. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère	9
30. La liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers	10
31. La liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)	10
32. La liste de tous les abonnements du ministère ainsi que leurs coûts (Internet, journaux, revues, livres, etc.)	10
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site des renseignements relatifs au coût de la construction du site, de sa mise en place, à son entretien et à la mise à jour, ainsi que des données sur sa fréquentation	10
34. Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information	10
35. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale	11
36. Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats	11
37. La liste et une copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats	11

38. Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués	11
39. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement	11
40. La Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services	11
41. Les économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec	11
42. Le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail	12
43. Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008	12
44. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique	12
45. Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques	12
46. Les nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : liste des contrats, mandats et travaux	12
47. Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions	12
48. Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues	13
49. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel	12
50. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel	13
51. Le nombre de demandes d'accès à l'information pour 2006-2007	13
52. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	13
53. Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007	13
54. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles	13
55. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2007-2008 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles	13
56. La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc...) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées	14
57. La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organismes en 2006-2007	14
58. Une copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires	14

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION
 PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 01 : RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

SECTION RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (QUESTIONS 1 À 58)

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2006-2007 et 2007-2008 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007

Programme 6, élément 01 = Réforme des institutions démocratiques

Programme 6, élément 02 = Commission d'accès à l'information

Programme 6, élément 03 = Accès à l'information

Budget de dépenses	2007-2008			2006-2007			
	Élément 01	Élément 02	Élément 03	Élément 01	Élément 02	Élément 03	
			(000 \$)			(000 \$)	
Rémunération	913,6	3 282,1	450,9	4 646,6	810,8	3 282,1	4 543,8
Fonctionnement	153,9	871,0	55,0	1 079,9	151,8	862,7	1 069,5
Transfert	-	-	50,0	50,0	--	--	50,0
Total	1 067,5	4 153,1	555,9	5 776,5	962,6	4 144,8	5 663,3
Effectif total	11	48	8	67			68
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	12	-	12			12,0
	-	12		12			12,0

EXPLICATIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2007-2008

Programme 06, Élément 02

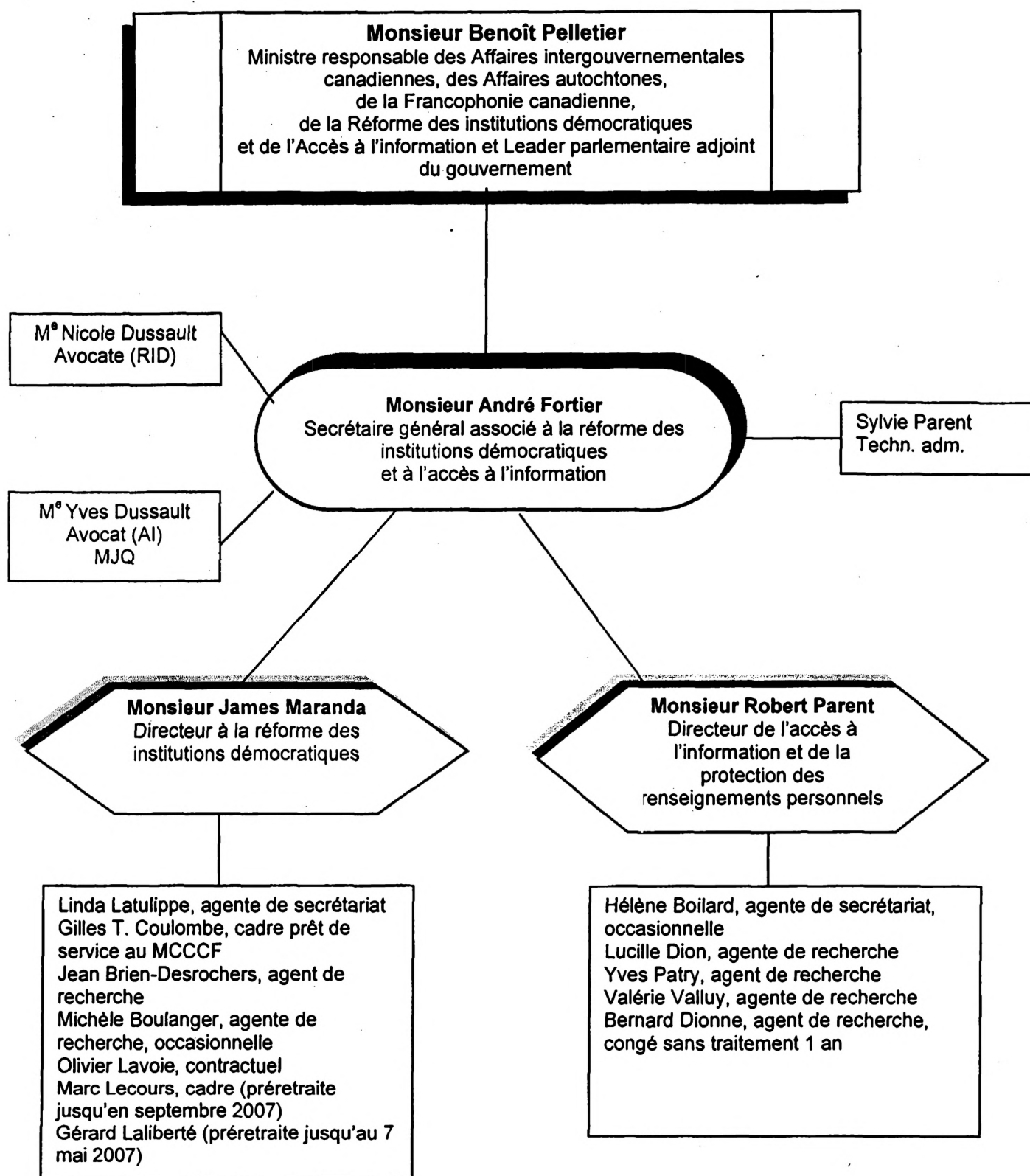
*Facturation des services de la Direction générale des acquisitions : 1 k\$

*Indexation des loyers SIQ : 7,3 k\$

Budget livre des crédits 2006-2007	5 663,3
(Éléments 01 et 03 crédits reportés 2005-2006 (ajustement technique))	167,1
(Élément 01) Transfert : 1 poste et crédits de l'AN	104,9
(Élément 02) Tarification des services de la Direction générale des acquisitions	1,0
Total	105,9
Budget comparatif 2006-2007	5 936,3
(Élément 02) Indexation des loyers SIQ	7,3
(Éléments 01 et 03 crédits reportés 2005-2006 (ajustement technique))	(167,1)
Budget livre des crédits 2007-2008	5 776,5

~~~~~

2. Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire incluant le numéro de téléphone



Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques  
 et à l'accès à l'information  
 875, Grande Allée Est  
 Édifice H, bureau 3.501  
 Québec (Québec) G1R 4Y8  
 Tél. : 418 528-8024  
 Télécopieur : 418 528-8094

~~~~~

3. La liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :

- Tirage
- Coût
- Agence de conception
- Graphisme
- Rédacteur
- Imprimeur
- Distribution

**AUCUNE PUBLICATION POUR LE SECRÉTARIAT
RÉFÉRER À LA DÉCLARATION DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

~~~~~

4. La liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006 :

- Endroits et dates du départ et du retour
  - But du voyage
  - Personnes rencontrées
  - Coût
  - Noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
  - Copie des rapports de mission
  - Pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
- **Ottawa, 1, 2, 3 et 4 novembre 2006. Conférence « Droit et parlement de 2006 » ateliers traitant d'éthique, de responsabilité publique et des travaux touchant le leader du gouvernement dans le cadre de la réforme parlementaire ». (1 979,89 \$) M. James Maranda, directeur à la réforme des institutions démocratiques.**
- **Toronto, 19, 20 et 21 avril 2006. « Symposium Institut d'administration publique du Canada ». (le coût de l'inscription de l'activité a été défrayé par le Secrétariat des emplois supérieurs) (1 248,60 \$). M. André Fortier, secrétaire général associé à la réforme des institutions démocratique et à l'accès à l'information.**
- 

~~~~~

5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de la mission à l'étranger :

- Liste des ententes signées et/ou annoncées
- Détails de ces ententes
- Résultats obtenus à ce jour
- Copie du rapport de mission
- Investissements annoncés

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT

~~~~~

6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger

**LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

---

~~~~~


7. La liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :

- Sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008
- Firms de publicité
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- Nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes
- But visé par chaque dépense

AUCUNE

~~~~~

8. La liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commission qui s'y rattachent :

- Liste et coût
- Copie des soumissions
- Copie du questionnaire et du résultat
- Firms ayant obtenu le contrat

AUCUN SONDAGE

~~~~~

9. La liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- Liste et coût
- Copie des soumissions
- Copie des études
- Firms ou individu ayant obtenu le mandat
- Copie du contrat

AUCUNE ÉTUDE

~~~~~

10. La liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :

- Nom du professionnel ou de la firme
- Mandat et le résultat (rapport ou document final)
- Coût
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions

| NOM                                                                                              | OBJET                                                                                                                                                                                                                                                                              | MONTANT (\$) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| M. Peter Darbyshire, Traducteur<br>3 avril 2006 au 30 mars 2007                                  | Fournir les services professionnels auprès du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information, afin de réaliser, sur demande, les travaux de traduction ou de révision de la traduction de divers documents, conformément au présent contrat. | 5 000 \$     |
| Chaire de recherche du Canada en études électorales<br>Université de Montréal<br>M. Henry Milner | Effectuer une recherche sur la participation électorale des jeunes électeurs                                                                                                                                                                                                       | 5 000 \$     |

~~~~~

11. La liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques en indiquant :

- Le nom du professionnel ou de la firme
- Le mandat et le résultat (rapport ou document final)
- Le coût
- Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions

AUCUN

~~~~~

12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :

- Photocopie
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
- Téléavertisseurs
- Mobilier de bureau
- Distributeurs d'eau de source
- Remboursement des frais de transport
- Remboursement des frais d'hébergement
- Remboursement des frais de repas
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec
  - ii. à l'extérieur du Québec

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

~~~~~

13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :

- La photocopie
- La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
- Les téléavertisseurs
- Le mobilier de bureau
- Les distributeurs d'eau de source
- Le remboursement des frais de transport
- Le remboursement des frais d'hébergement
- Le remboursement des frais de repas
- L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec
 - ii. à l'extérieur du Québec

DÉPENSES	MONTANT (\$)
Dépenses photocopies, téléphone, cellulaire, téléavertisseurs, mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source	Ces dépenses sont indiquées au cahier explicatif du ministère du Conseil exécutif
Dépenses des frais de déplacement pour le personnel de la réforme des institutions démocratiques	9 160,09 \$
Les dépenses de perfectionnement	1 960,00 \$

~~~~~

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 01 : RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**

14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

- Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme

| Corps d'emploi                                | Personne masculine | Personne féminine | Moins de 35 ans | 35 ans et plus | Personnes handicapées | anglophones  | autochtones  | Membre des communautés culturelles |
|-----------------------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|----------------|-----------------------|--------------|--------------|------------------------------------|
| Administrateurs d'état                        | 1                  |                   |                 | 1              |                       |              |              |                                    |
| Cadres                                        | 4                  |                   |                 | 4              |                       |              |              |                                    |
| Professionnels                                | 3                  | 4                 | 1               | 6              |                       |              |              |                                    |
| Fonctionnaires                                |                    | 2                 |                 | 2              |                       |              |              |                                    |
| Ouvriers                                      |                    |                   |                 |                |                       |              |              |                                    |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>8</b>           | <b>6</b>          | <b>1</b>        | <b>13</b>      | <b>0</b>              | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>                           |
| <b>% par rapport à l'effectif occupé (14)</b> | <b>57,1 %</b>      | <b>42,9 %</b>     | <b>7,1 %</b>    | <b>92,9 %</b>  | <b>0,0 %</b>          | <b>0,0 %</b> | <b>0,0 %</b> | <b>0,0 %</b>                       |

Note : Les données dans ce tableau s'appliquent seulement à la réforme des institutions démocratiques

~~~~~

15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) :

- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel
- Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...)
- Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
- Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Mois	Nbre total de jrs de vacances pris par le personnel			Nbre total de jrs de maladies pris par le personnel			Nbre d'heures de travail supplémentaires réalisées						Nbre de plaintes pour harcèlement psychologique
	Cadres	Prof	Fonct.	Cadres	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	
Avril	---	7,0	---	---	0,5	1,0	---	---	---	14,50	---	14,50	
Mai	8,0	---	---	---	2,0	1,0	---	---	---	15,00	---	15,00	
Juin	30,0	12,0	---	---	---	0,5	---	---	---	2,50	---	2,50	
Juillet	73,0	22,0	15,0	---	1,0	---	---	---	---	---	---	---	
Août	27,0	1,0	---	---	---	2,0	---	---	8,50	---	---	---	
Sept.	40,0	1,0	---	---	0,5	1,0	---	---	---	---	---	---	
Oct.	21,0	---	---	---	1,5	---	---	---	13,00	21,00	---	21,00	
Nov.	22,0	---	---	---	3,0	1,0	---	---	12,00	15,50	---	15,50	
Déc.	31,0	3,0	---	---	2,0	1,0	---	---	10,50	9,50	---	9,50	
Janv.	32,0	3,5	---	---	---	1,0	---	---	10,00	12,50	---	12,50	
Fév.	3,0	---	3,0	17,0	5,0	---	---	---	13,00	21,50	---	21,50	
Mars	2,0	5,0	2,0	22,0	---	---	---	---	---	12,00	---	12,50	
TOTAL	289,0	54,5	20,0	39,0	15,5	8,5	---	---	67,00	124,00	---	124,00	

~~~~~

16. Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 :

- Évolution des effectifs par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
- Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir
- Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
- Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
- Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
- Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~\*~\*~\*~

17. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- Emplacement de la location
- Superficie du local loué
- Superficie réellement occupée
- Superficie inoccupée
- Coût de location au mètre carré
- Coût total de ladite location
- Coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
- La durée du bail

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~\*~\*~\*~

18. La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2006-2007 et prévisions 2007-2008

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~\*~\*~\*~

19. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- Emplacement de la location
- Superficie du local loué
- Superficie réellement occupée
- Superficie inoccupée
- Coût de location au mètre carré
- Coût total de ladite location
- Coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
- Durée du bail
- Propriétaire et/ou le nom de la firme

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~\*~\*~\*~

20. Les coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2007 à ce jour

**LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

---

~~~~~

21. La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} avril 2007 en indiquant pour chaque individu :

- Date de l'entrée en fonction
- Titre de la fonction
- Adresse du port d'attache
- Traitement annuel, ou, selon le cas, les honoraires versés
- Liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
- Descriptions de tâches
- Montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2006
- Nombre total d'employés au cabinet
- Masse salariale totale par cabinet pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007
- Nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée
- S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

~~~~~

22. La liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du :

- i. Ministre
- ii. Ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - Nom de l'organisme ou de la personne concerné
  - Circonscription électorale
  - Montant attribué
  - Projet visé et le résultat

**LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

---

~~~~~

23. La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférents aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010

AUCUN TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

~~~~~

24. La liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- Le poste initial
- Le salaire
- Le poste actuel, s'il y a lieu
- La date de la mise en disponibilité
- Les prévisions 2007-2008 et 2008-2009

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

---

~~~~~

25. Le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007

AUCUN

~~~~~

26. La méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

---

~~~~~

27. La liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- Nom de la personne
- Poste occupé
- Salaire
- Assignment initiale
- Date de l'assignment hors structure
- Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu

AUCUN

~~~~~

28. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- Assignment initiale
- Assignment actuelle
- Salaire
- Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu

**M. GILLES T. COULOMBE, CADRE :**

- PRÊT DE SERVICE À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU 23 MARS 2006 AU 25 SEPTEMBRE 2006 ET UNE PROLOGATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2006
  - PRÊT DE SERVICE : SOMMET DE LA CULTURE, « RENDEZ-VOUS NOVEMBRE 2007 », AU MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE DU 8 JANVIER 2007 AU 8 JANVIER 2008
- 

~~~~~

29. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- Assignment initiale
- Assignment actuelle
- Salaire
- Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu

AUCUN

~~~~~

30. La liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- Le salaire de la personne
- Le montant reçu du régime de retraite

AUCUN

~~~~~

31. La liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~~~~~

32. La liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- Services Internet d'information
- Livres
- Journaux
- Magazines
- Bulletins électroniques et/ou papiers
- Clubs privés ou autres
- Billets de saison
- Etc.

| Détails                                                                                           | Montant                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Publications Québec :                                                                             | 16 août 2006 : 801,00 \$   |
| Mise à jour Lois refondues du Québec                                                              | 26 février 2007 : 46,95 \$ |
| Journaux : Le journal de Québec, Le Soleil, Le Devoir, La Presse, The Gazette, The Globe and mail | 454,17 \$                  |

~~~~~

33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
- Coûts de construction du site
- Coût de l'entretien et de la mise en jour
- Qui est responsable du contenu sur le site
- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour
- Nombre de visiteurs (hits) par mois
- Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~~~~~

34. Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information :

- Téléphonie
- Matériel informatique
- Logiciels
- Programmation
- Formation

| Détails                              | Montant  |
|--------------------------------------|----------|
| 3 souris optiques (15,00 \$ l'unité) | 45,00 \$ |
| Logiciel Antidote prisme V6          | 50,00 \$ |

35. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~~~~~

36. La liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats

AUCUN

~~~~~

37. La liste et une copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats

AUCUN

---

~~~~~

38. Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

~~~~~

39. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

---

~~~~~

40. La liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

~~~~~

41. Les économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

---

~~~~~


42. Le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~*~*~*~

43. les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~*~*~*~

44. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~*~*~*~

45. Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques

AUCUNE

~*~*~*~

46. Les nominations, depuis le 1^{er} mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- Liste
- Mandats
- Contrats
- Résultat du travail effectué
- Échéances prévues
- Sommes impliquées

AUCUNE

~*~*~*~

47. Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

AUCUNE

~*~*~*~

48. Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

~~~~~

49. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

---

~~~~~

50. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

~~~~~

51. Le nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2006-2007 :

- Nombre de refus
- Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours
- Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours

**AUCUNE**

---

~~~~~

52. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres

- Coûts
- Nombre de ressources affectées
- Nombre de rencontres
- Nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT

~~~~~

53. Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

---

~~~~~

54. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

~~~~~

55. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour l'année 2007-2008 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles

**VOIR LA QUESTION 54**

---

56. La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc...) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées

**NE S'APPLIQUE AU SECRÉTARIAT**

---

~~~~~

57. La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organismes en 2006-2007

DATE	TRAITEUR	MONTANT (\$)
19 avril 2006	Restaurant La Closerie	113,00
12 mai 2006	Auberge Saint-Antoine	1 827,95
15 juin 2006	Les buffets Monchâteau	286,45
3 novembre 2006	Hôtel Clarendon	219,60
TOTAL :		2 447,00

~~~~~

58. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

---

~~~~~

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- | | |
|--|---|
| 1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années, renseignements relatifs à sa création, ses objectifs, ses effectifs, son budget, etc. | 1 |
| 2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats | 1 |
| 3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007 indiquer <ul style="list-style-type: none"> ▪ la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; ▪ la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; ▪ la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; ▪ leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation | 1 |
| 4. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité | 1 |
| 5. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité | 1 |
| 6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes | 1 |
| 7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2006-2007 | 1 |
| 8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007 | 2 |
| 9. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence de cet organisme : <ul style="list-style-type: none"> ▪ nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; ▪ liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; ▪ frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; ▪ liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents | 2 |
| 10. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007, en incluant les coûts | 2 |
| 11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts | 2 |

COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

- | | |
|---|---|
| 12. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 en regard des demandes et de leur traitement (nombre, délais, etc.) | 2 |
| 13. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères, organismes et suivi accordé | 2 |
| 14. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission | 2 |

RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

- | | |
|---|---|
| 15. Organigramme complet du secrétariat en précisant les titres et le nom des personnes en faisant partie, incluant le statut ou le lien d'emploi (cadres, membres de la fonction publique, contractuel) | 3 |
| 16. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement (salaire et autres considérations) ainsi que liste et copie de tous documents produits dans le cadre du mandat | 3 |
| 17. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le secrétariat ou à propos desquels le secrétariat a émis des commentaires, avis ou recommandations, à propos, notamment, de tout mode de scrutin, des modalités d'exercice du droit de vote, des mesures financières incitatives, la nature de ces commentaires, avis ou recommandations | 3 |
| 18. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le Secrétariat avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats | 3 |
| 19. Indiquer, pour le Secrétariat : <ul style="list-style-type: none">▪ le nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;▪ liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;▪ les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;▪ la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents | 4 |
| 20. Mandats qui ont été confiés au <i>Directeur général des élections</i> et/ou à la <i>Commission de la représentation électorale</i> | 4 |
| 21. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> | 5 |

SECTION RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (QUESTIONS 1 À 22)

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT

~~~~~

2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats

**NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT**

---

~~~~~

3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007 indiquer
- La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration
 - La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération
 - La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv
 - Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT

~~~~~

4. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité

**1 employée, secteur Réforme des institutions démocratiques, (fin de contrat le 28 décembre 2006)**

---

~~~~~

5. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité

AUCUN

~~~~~

6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

---

~~~~~

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2005-2006 et pour 2006-2007

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

~~~~~

8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007

**VOIR LA RÉPONSE À LA QUESTION 1 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

---

~~~~~

9. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence
- nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT

~~~~~

10. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007, en incluant les coûts

**VOIR LA RÉPONSE À LA QUESTION 8 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

---

~~~~~

11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts

VOIR LA RÉPONSE À LA QUESTION 10 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

~~~~~

**COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION (CAI)**

12. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

**LA CAI RÉPONDRA À CETTE QUESTION**

---

~~~~~

13. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères, organismes et suivi accordé

LA CAI RÉPONDRA À CETTE QUESTION

~~~~~

14. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission

**LA CAI RÉPONDRA À CETTE QUESTION**

---

~~~~~


RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

15. Organigramme complet du secrétariat en précisant les titres et le nom des personnes en faisant partie, incluant le statut ou le lien d'emploi (cadres, membres de la fonction publique, contractuel)

VOIR LA RÉPONSE À LA QUESTION 2 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

~~~~~

16. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement (salaire et autres considérations) ainsi que liste et copie de tous documents produits dans le cadre du mandat

| NOM                                                                                                                                                                                                                                                      | OBJET                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | MONTANT(\$)                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Michel Laflamme<br>1 <sup>er</sup> avril 2006 jusqu'au 31 mars 2007<br><br>Le contrat a pris fin le 15 janvier 2007                                                                                                                                      | Fournir des services professionnels auprès du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, afin d'effectuer diverses recherches en relation avec la réforme des institutions démocratiques du Québec, plus particulièrement, les travaux requis dans le cadre de la réforme du mode de scrutin et de la consultation publique devant conduire à son approbation législative et à sa mise en œuvre                                                                                 | 50 000 \$<br><br>(C.T. 202048)  |
| Olivier Lavoie<br>1 <sup>er</sup> décembre 2005 pour se terminer le 31 mai 2007. Le présent contrat sera renouvelé aux mêmes conditions pour une période additionnelle et successive de six mois, soit du 1 <sup>er</sup> juin 2007 au 30 novembre 2007* | Fournir les services professionnels auprès du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, afin d'effectuer diverses études en relation avec la réforme des institutions démocratiques du Québec, plus particulièrement, les travaux requis dans le cadre de la consultation publique sur la proposition gouvernementale de réforme du mode de scrutin devant conduire à son approbation législative et à sa mise en œuvre.<br><br>*Montant couvrant toute la période du contrat. | 87 500 \$*<br><br>(C.T. 202973) |

~~~~~

17. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le secrétariat ou à propos desquels le secrétariat a émis des commentaires, avis ou recommandations, à propos, notamment, de tout mode de scrutin, des modalités d'exercice du droit de vote, des mesures financières incitatives, préciser la nature de ces commentaires, avis ou recommandations

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS

~~~~~

18. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le Secrétariat avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats

AUCUN

~~~~~

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION
 PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 01 : RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

19. Indiquer, pour le Secrétariat :

- le nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents

DATE	OBJET	MONTANT (\$)
19 avril 2006	Cause devant les tribunaux : Affaire Gibb Personnes présentes à cette rencontre : André Fortier, SRIDAI Marc Lecours, SRIDAI Olivier Lavoie, SRIDAI Michèle Boulanger, SRIDAI Hugo Jean, MJQ, SRIDAI Éric Dufour, MJQ Manon Des Ormeaux, MJQ	113,00
12 mai 2006	Séance de travail avec le cabinet du ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques Sujet : Les suites à donner de la Commission spéciale sur la Loi électorale Séance de travail durée : 1 journée	1 827,95
15 juin 2006	Séance de travail avec le cabinet du ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information Sujet : Les suites à donner concernant l'adoption du projet de loi n° 86 et	286,45
3 novembre 2006	Séance de travail avec le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques Sujet : réflexion sur l'avancement des travaux en cours sur la révision du mode de scrutin	219,60
TOTAL :		2 447,00

~~~~~

20. Mandats qui ont été confiés au Directeur général des élections et/ou à la Commission de la représentation électorale

| DATE                          | OBJET                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mandat au DGE : décembre 2006 | Conformément à l'article 485 de la <i>Loi électorale</i> , de consulter et d'obtenir l'avis du DGE, sur les effets de la CSLE et sur les changements possibles de différents paramètres de l'avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale. |

~~~~~

Gouvernement du Québec
Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes,
de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur,
de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,
ministre responsable de la région de l'Outaouais

Le 21 décembre 2006

Monsieur Marcel Blanchet
Directeur général des élections du Québec
Édifice René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Sainte-Foy (Québec) G1X 3Y5

Monsieur le Directeur général des élections,

La Commission parlementaire spéciale sur la Loi électorale, chargée d'étudier l'avant-projet de loi remplaçant la *Loi électorale*, a terminé ses travaux en mai dernier. Des points de vue exprimés ainsi que des rapports présentés respectivement par le comité citoyen et les parlementaires de la Commission, je retiens qu'il existe un large consensus en faveur d'une modernisation du mode de scrutin en vigueur afin que notre système électoral soit plus juste et plus démocratique. Je retiens aussi que les intervenants qui se sont présentés devant la Commission, de façon largement majoritaire, ont reconnu qu'un mode de scrutin proportionnel mixte constituait la solution de remplacement à privilégier.

Toutefois, malgré ces appuis de principe, la Commission n'a pas été en mesure de dégager un consensus au regard des modalités précises d'un éventuel système proportionnel mixte. Les conclusions des parlementaires, l'opinion des nombreux groupes et citoyens qui se sont présentés devant la Commission ainsi que les consultations ponctuelles que j'ai poursuivies depuis, en particulier auprès des groupes de promotion des questions reliées à la démocratie, des groupes de femmes, des jeunes, des municipalités et des régions du Québec, m'obligent à constater que certaines modalités nécessitent une réflexion plus approfondie.

Les avis sont partagés au sujet de la compensation. Beaucoup d'intervenants, en particulier les associations et les groupes de femmes, ainsi que certains tiers partis, défendent l'idée d'une compensation à l'échelle du Québec. *A contrario*, un nombre important d'intervenants, dont le PLQ et l'ADQ, certaines grandes organisations comme la CSN, ainsi que plusieurs experts et intervenants des régions sont favorables à une compensation régionale, comme le proposait l'avant-projet de loi, mais, pour la plupart, sur la base des régions administratives plutôt que sur celle de regroupements de circonscriptions contiguës en districts. Le comité citoyen ainsi que le PQ favorisent une compensation nationale avec redistribution régionale. Les parlementaires, pour leur part, n'ont pas tranché la question.

Québec
875, Grande Allée Est, bureau 2.600
Québec (Québec) G1R 4Y8
Téléphone : (418) 646-5950
Télécopieur : (418) 643-8730
www.mca.gouv.qc.ca

Gatineau
Bureau de circonscription
85, rue Bellefleur, bureau 210
Gatineau (Québec) J8T 8B7
Téléphone : (819) 246-4558
Télécopieur : (819) 246-7554

Par ailleurs, les opinions en région sont partagées. Certaines régions s'accommoderaient du système mixte à condition que leur poids politique, c'est-à-dire leur pourcentage d'élus par rapport à l'ensemble du Québec, ne soit pas compromis par le changement du mode de scrutin. L'agrandissement des circonscriptions fait craindre pour la disponibilité des élus. De même, on redoute les critères plus restreints proposés aux fins de la délimitation de la carte électorale.

La double candidature soulève également des réserves. L'avant-projet de loi prévoyait qu'un candidat de circonscription puisse aussi être candidat sur la liste de son parti. Ainsi, un candidat de circonscription défait aurait pu être élu s'il s'était trouvé en position avantageuse sur la liste de son parti et si celui-ci avait obtenu un ou plusieurs sièges de liste. La perspective de voir un candidat défait dans une circonscription être élu par le mécanisme de compensation fait craindre pour la légitimité de ces députés et est perçue comme une façon de contourner la volonté de l'électorat qui s'est exprimé contre un candidat.

On perçoit généralement que l'avant-projet de loi ne favorise pas l'atteinte de résultats suffisamment proportionnels, ainsi que l'élection de candidats de tiers partis, alors que plusieurs cherchent un moyen d'augmenter la légitimité démocratique des élus de liste. Certains croient qu'un deuxième vote permettrait d'atteindre ces objectifs. À l'inverse, d'autres craignent pour la stabilité gouvernementale et préfèrent la simplicité que confère un seul vote pour l'électeur.

Les associations et les groupes de femmes demandent que l'on présente les candidates et les candidats en alternance sur les listes de parti afin de favoriser l'élection des femmes.

Dans l'ensemble, l'objectif d'une représentation équitable pour les femmes et les minorités est accepté. En ce qui concerne la représentation des femmes, plusieurs organismes demandent que l'on retienne le concept d'égalité plutôt que celui d'équité. En ce qui concerne les minorités visées par la mesure, plusieurs demandent que la loi en énonce une définition précise. De même, le principe visant à introduire des mesures incitatives afin d'atteindre cet objectif de représentation équitable obtient de larges appuis dans le cas de la majoration des allocations accordées aux partis, à condition que ces mesures s'appliquent aux élus et non aux candidats.

Il paraît donc, au regard de ces constats, que certains changements devront être apportés aux modalités du scrutin proportionnel mixte définies dans l'avant-projet de loi, afin que l'introduction d'un tel système électoral obtienne le plus large consensus possible.

Ainsi, l'attribution des sièges compensatoires pourrait se faire sur une base régionale, mais en fonction des régions administratives plutôt que de districts constitués de circonscriptions contiguës, comme le prévoyait l'avant-projet de loi. Cette approche donnerait une assise régionale à la représentation de la population à l'Assemblée nationale, tout en permettant aux électeurs de conserver des liens plus étroits avec leurs élus. Toutefois, il faudrait considérer que chaque région administrative ait un nombre total de sièges en fonction de son poids démographique et que les circonscriptions puissent être établies à l'intérieur de chaque région selon une variation plus grande que le plus ou moins 15 % qui était prévu à l'avant-projet de loi.

Aux fins de la compensation, il serait possible de regrouper certaines régions administratives, l'Abitibi et le Nord-du-Québec, par exemple, ou de subdiviser certaines régions en deux ou trois sous-régions, telles Montréal et la Montérégie, afin d'assurer la représentation effective de la population au regard des modalités décrites précédemment. Par ailleurs, comme le prévoyait l'avant-projet de loi, les territoires des îles-de-la-Madeleine et du Nunavik constitueraient des circonscriptions d'exception.

Le mode de scrutin envisagé pourrait comporter un vote ou pourrait comporter deux votes comme dans la plupart des systèmes mixtes en vigueur, que ce soit en Allemagne, en Écosse, au pays de Galles ou en Nouvelle-Zélande. L'électeur pourrait donc être appelé à voter pour un candidat de la circonscription de son domicile, d'une part, ainsi que pour la liste des candidats d'un parti dans la région où se trouve sa circonscription, d'autre part. Le vote pour la liste des partis pourrait servir à attribuer les sièges de liste de manière compensatoire, en prenant en considération le nombre de sièges de circonscription préalablement obtenus par les formations politiques de la région.

L'attribution des sièges compensatoires pourrait se faire selon l'ordre des candidats déterminé par les partis. Toutefois, la liste pourrait être établie de façon que les candidates et les candidats soient présentés selon le principe de l'alternance. Il serait alors possible de considérer, dans cette perspective, que dans au moins la moitié des listes soumises comprenant des candidates, un parti doive placer une femme en tête de liste. Cette approche contribuerait à favoriser l'élection de candidates de manière à atteindre l'objectif d'une représentation égale entre les hommes et les femmes, objectif qui serait explicitement prévu par la loi. Par ailleurs, la double candidature ne serait plus permise.

En ce qui concerne les mesures financières incitatives, il ne faudrait plus envisager de majorer le remboursement des dépenses des candidates et des élues, ainsi que celui des candidats et des élus issus des minorités ethnoculturelles. Afin de favoriser l'atteinte d'une représentation égale entre les femmes et les hommes, j'envisage plutôt que soit versée à un parti politique une allocation annuelle additionnelle, dont le montant serait à déterminer, en fonction du pourcentage de femmes qu'il ferait élire à l'Assemblée nationale. L'allocation pourrait aussi être versée de manière graduelle, en fonction de l'évolution du pourcentage de femmes élues, jusqu'à ce que le pourcentage de femmes élues à l'Assemblée nationale atteigne 50 %.

Une allocation annuelle additionnelle analogue à celle décrite précédemment, dont le montant et les seuils seraient à déterminer, pourrait être versée afin de favoriser l'atteinte d'une représentation équitable des minorités à l'Assemblée nationale. De plus, les partis politiques seraient tenus de présenter un plan d'action favorisant l'élection des femmes et des personnes issues des minorités et de faire rapport annuellement au Directeur général des élections du Québec.

Dans ce contexte, il importe au gouvernement que les effets des changements possibles évoqués précédemment soient, avant même que nous allions plus loin dans le processus législatif, connus et analysés par une instance dont l'indépendance et l'objectivité ne peuvent être remises en cause. Les parlementaires et la population du Québec bénéficieront ainsi d'informations supplémentaires, précises et à jour pour bien juger de la valeur et des effets des modifications envisagées par le gouvernement.

En conséquence, je souhaite, conformément à l'article 485 de la *Loi électorale*, vous consulter et obtenir votre avis, dans un délai de six mois, sur les effets des constats et sur les changements possibles qui en découlent tel que décrits précédemment.

De plus, considérant les ressources mises à votre disposition, il serait fort utile, afin de faciliter la compréhension des parlementaires et de la population en général des effets des changements envisagés, notamment au regard de la délimitation des circonscriptions électorales et de l'attribution des sièges de liste sur la base des régions administratives, que vous puissiez soumettre, à titre indicatif, des hypothèses de cartes électorales.

Évidemment, vous êtes libre de proposer toute autre suggestion ou modalité vous apparaissant appropriée afin d'atteindre l'objectif d'une Assemblée nationale qui représente mieux la diversité des opinions politiques et les volontés de l'électorat québécois.

Enfin, je vous informe que j'ai donné instruction au Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information de mettre à votre disposition toute documentation ou toute information que vous jugerez utile d'obtenir afin de produire votre avis.

Je vous remercie à l'avance de l'attention que vous porterez à cette demande et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général des élections, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre responsable,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Benoit Pelletier', written in a cursive style.

Benoît Pelletier

Québec, le 25 avril 2007

Monsieur Benoit Pelletier
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes,
des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne,
de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information
Leader parlementaire adjoint du gouvernement
Ministre responsable de la région de l'Outaouais et de la région
du Nord-du-Québec
875, Grande Allée Est, bureau 2.600
Québec (Québec) G1R 4Y8

Monsieur le Ministre,

C'est avec grand plaisir que j'ai appris que le Premier Ministre vous a confirmé dans vos fonctions de ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et je désire vous en féliciter chaleureusement.

Le 21 décembre 2006, vous me transmettiez une correspondance afin de consulter le directeur général des élections et d'obtenir son avis, dans un délai de six mois, sur les effets des constats et sur les changements possibles qui découlent du système que le gouvernement soumettait à son analyse. Cette démarche était effectuée conformément aux dispositions de l'article 485 de la Loi électorale.

Bien que les travaux d'analyse soient débutés, les préparatifs et la tenue des élections générales du 28 mars 2007 ainsi que les activités requises par le contexte d'un gouvernement minoritaire font en sorte que l'échéancier actuel prévoit que l'avis sollicité pourrait vous être acheminé d'ici le 21 décembre prochain.

Par ailleurs, il m'apparaît important, au lendemain de ce scrutin et dans le contexte politique actuel, de m'assurer que les besoins exprimés le 21 décembre dernier correspondent toujours à la volonté gouvernementale. À cet égard, j'apprécierais obtenir une confirmation du mandat confié, afin de permettre la poursuite des travaux dans ce nouveau contexte.

...2

J'ai demandé au secrétaire général de l'institution de solliciter une rencontre auprès de votre cabinet afin de pouvoir discuter avec vous, dès le début du mois de mai, notamment de cette question.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le directeur général des élections
et président de la Commission de la représentation électorale,



Marcel Blanchet.

Gouvernement du Québec

Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes,
des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques
et de l'Accès à l'information
Leader parlementaire adjoint du gouvernement
Ministre responsable de la région de l'Outaouais et de la région du Nord-du-Québec

Québec, le 16 mai 2007

Monsieur Marcel Blanchet
Directeur général des élections
et président de la Commission
de la représentation électorale
Édifice René-Lévesque
3460, rue de la Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Monsieur le Directeur général,

Je vous remercie bien sincèrement de vos félicitations quant au renouvellement de mes fonctions à titre de ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques.

À votre demande, je vous confirme que tous les éléments contenus dans le mandat qui vous a été confié le 21 décembre 2006 sont reconduits.

Entre autres points, et ce, de façon non limitative, votre avis est requis sur les effets liés aux éléments suivants :

- l'attribution des sièges de région calculée sur la base des régions administratives, et non des districts regroupant des circonscriptions contiguës;
- des listes régionales de candidats des partis politiques établies en fonction de l'alternance femmes-hommes;
- l'interdiction de la double candidature;
- l'utilisation de deux votes plutôt qu'un seul et l'introduction de mesures financières incitatives s'appliquant aux élus seulement;

...2

Québec
875, Grande Allée Est, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 4Y8
Téléphone : 418 646-5950
Télécopieur : 418 643-8730
www.mce.gouv.qc.ca

Gatineau
Bureau de circonscription
85, rue Bellefleur, bureau 210
Gatineau (Québec) J8T 8B7
Téléphone : 819 246-4558
Télécopieur : 819 246-7554

- des hypothèses de cartes électorales au regard de la délimitation des circonscriptions électorales et de l'attribution des sièges de liste sur la base des régions administratives;
- les élections générales à date fixe.

Je prends également acte du fait que vous ne serez pas en mesure de respecter l'échéance du 21 juin 2007 fixée dans ma demande initiale du 21 décembre 2006, et ce, pour les motifs évoqués dans votre lettre du 25 avril 2007.

Je vous rappelle que le décret m'autorisant à vous consulter sur les changements envisagés à la *Loi électorale* et sur leurs effets prévoit que je dois rendre compte de cette consultation au gouvernement dans les meilleurs délais.

Dans ces circonstances, je vous saurais gré de me transmettre votre rapport complet et final le plus tôt possible ou au plus tard le 21 décembre 2007, comme vous le suggérez dans votre lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre responsable,



Benoît Pelletier

21. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

PLAN DE CLASSIFICATION DES DOSSIERS DU SRIDAI

2923	12	MINISTRE (S)
		Ministre responsable – Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
		Ministre délégué – Monsieur Jacques Dupuis
		Ministre responsable – Monsieur Benoît Pelletier
2923		SECRÉTARIAT (SRID, SRIDAI)
1242	11	SRID (2002 à 2005)
2923	11	SRIDAI (2005)
		SRIDAI (2006)
		SRIDAI (2007)
2923	17	RÉSULTATS ÉLECTORAUX, RÉFÉRENDUMS
		Québec
2923	15	LOI (S) ÉLECTORALE (S)
		Canada
		Québec
		▪ Commission représentation électorale (CRE)
		▪ Comité consultatif du DGEQ (CC-DGEQ)
		Mesures d'exercice du droit de vote
		▪ Révision, avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale, projet de loi
		DGE
2923	20	LOI (S) CONSULTATION POPULAIRE, RÉFÉRENDUM
		Canada
		Québec
		Ailleurs
2923	18	FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES, PARTIS POLITIQUES
		Canada
		Québec
3310	11	Partis politiques Québec
2923	19	CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES, CARTES
		Circonscriptions fédérales au Québec
		Circonscriptions Québec
2923	16	EXÉCUTIF / GOUVERNANCE, AVIS, ANALYSES
		Gouvernement, Conseil des ministres
		Comités
2910	13	ASSEMBLÉE NATIONALE
		Officiers
		Membres
2923	29	Mesures incitatives (Femmes, communautés ethnoculturelles, autochtones)
		Municipalité
2620	12	▪ Élections référendums
2923	22	MODE DE SCRUTIN
2923	28	Réforme du mode Québec
		Réforme du mode Canada, autres provinces
		RÉFORME DÉMOCRATIQUE DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES, PARLEMENTAIRES
2923	28	Études, veille, projets
2923	30	Comité directeur des états généraux sur la réforme des institutions démocratiques (CDRID)
2923	23	États généraux – organisation
2923	25	Réforme parlementaire
2923		Commission spéciale sur la Loi électorale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION ADRESSÉE
À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Programme 06, élément 01
Réforme des institutions démocratiques

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions	Pages
Question 1 voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux	3
Question 2 voir la réponse à la question 5 des renseignements généraux	3
Question 3 voir la réponse à la question 6 des renseignements généraux	3
Question 4 voir la réponse à la question 7 des renseignements généraux	4
Question 5 voir la réponse à la question 10 des renseignements généraux	4
Question 6 voir la réponse à la question 11 des renseignements généraux	5
Question 7 voir les réponses aux questions 12 et 13 des renseignements généraux	5
Question 8 voir la réponse à la question 14 et 15 des renseignements généraux et les documents ci-joints pour les années 2006-2007 et 2005-2006, année de rattachement de l'accès à l'information au Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques	6
Question 9 voir la réponse à la question 17 des renseignements généraux	7
Question 10 voir la réponse à la question 20 des renseignements généraux	8
Question 11 voir la réponse à la question 21 des renseignements généraux	8
Question 12 les renseignements relatifs au cabinet sont au cahier explicatif du SAIC	--
Question 13 voir la réponse à la question 22 des renseignements généraux	8
Question 14 voir la réponse à la question 23 des renseignements généraux	8
Question 15 voir la réponse à la question 24 des renseignements généraux	8
Question 16 voir la réponse à la question 25 des renseignements généraux	9
Question 17 voir la réponse à la question 27 des renseignements généraux	9
Question 18 voir la réponse à la question 28 des renseignements généraux	9
Question 19 voir la réponse à la question 30 des renseignements généraux	10
Question 20 voir la réponse à la question 32 des renseignements généraux	10
Question 21 voir la réponse à la question 33 des renseignements généraux	10
Question 22 voir la réponse à la question 46 des renseignements généraux	12
Question 23 voir la réponse à la question 47 des renseignements généraux	12
Question 24 voir la réponse à la question 48 des renseignements généraux	13
Question 25 voir la réponse à la question 51 des renseignements généraux	13
Question 26 voir la réponse à la question 52 des renseignements généraux	13

2007-06-06

~~~~~

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 10. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004.

##### PROGRAMME 06: SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

| CORPS D'EMPLOI                                 | PERSONNEL MASCULIN | PERSONNEL FÉMININ | MOINS DE 35 ANS | 35 ANS ET PLUS | PERSONNES HANDICAPÉES | ANGLOPHONES | AUTOCHTONES | MEMBRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES |
|------------------------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|----------------|-----------------------|-------------|-------------|------------------------------------|
| ADMINISTRATEURS D'ÉTAT                         | 1                  |                   |                 | 1              |                       |             |             |                                    |
| CADRES                                         | 1                  |                   |                 | 1              |                       |             |             |                                    |
| PROFESSIONNELS                                 |                    | 2                 |                 | 2              |                       |             |             |                                    |
| FONCTIONNAIRES                                 |                    | 1                 |                 | 1              |                       |             |             |                                    |
| OUVRIERS                                       |                    |                   |                 |                |                       |             |             |                                    |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>2</b>           | <b>3</b>          | <b>0</b>        | <b>5</b>       | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>    | <b>0</b>                           |
| <b>% par rapport à l'effectif occupé (224)</b> | <b>40,0%</b>       | <b>60,0%</b>      | <b>0,0%</b>     | <b>100,0%</b>  | <b>0,0%</b>           | <b>0,0%</b> | <b>0,0%</b> | <b>0,0%</b>                        |

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

### 11. CONGÉS DE MALADIE / TEMPS SUPPLÉMENTAIRE / VACANCES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.

#### PROGRAMME 16 : SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

|              | NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL JRS |             |             |     | NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL JRS |             |             |     | NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES |      |     |                 |             |     |             |             |     |
|--------------|-------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-----|------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-----|------------------------------------------------------|------|-----|-----------------|-------------|-----|-------------|-------------|-----|
|              |                                                             |             |             |     |                                                            |             |             |     | PAYÉES HRES                                          |      |     | COMPENSÉES HRES |             |     | TOTAL HRES  |             |     |
|              | CADRES                                                      | PROF        | FONC        | OUV | CADRES                                                     | PROF        | FONC        | OUV | PROF                                                 | FONC | OUV | PROF            | FONC        | OUV | PROF        | FONC        | OUV |
| AVRIL        | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 2,0         | 1,5         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| MAI          | -                                                           | 9,0         | -           | -   | -                                                          | 4,5         | 0,5         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| JUIN         | -                                                           | 18,0        | -           | -   | -                                                          | 2,0         | 1,0         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| JUILLET      | -                                                           | 13,0        | 14,0        | -   | -                                                          | -           | 2,5         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| AOÛT         | -                                                           | 20,0        | 9,5         | -   | -                                                          | -           | 1,0         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| SEPTEMBRE    | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 1,0         | -           | -   | -                                                    | -    | -   | 7,5             | -           | -   | 7,5         | -           | -   |
| OCTOBRE      | -                                                           | 1,0         | -           | -   | -                                                          | 1,5         | 2,0         | -   | -                                                    | -    | -   | 4,5             | -           | -   | 4,5         | -           | -   |
| NOVEMBRE     | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 3,0         | 3,5         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| DÉCEMBRE     | -                                                           | 7,0         | 8,0         | -   | -                                                          | 0,5         | 2,0         | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| JANVIER      | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 1,0         | 4,0         | -   | -                                                    | -    | -   | 6,5             | 13,0        | -   | 6,5         | 13,0        | -   |
| FÉVRIER      | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 2,0         | -           | -   | -                                                    | -    | -   | 9,0             | 2,5         | -   | 9,0         | 2,5         | -   |
| MARS         | -                                                           | -           | -           | -   | -                                                          | 3,5         | -           | -   | -                                                    | -    | -   | -               | -           | -   | -           | -           | -   |
| <b>TOTAL</b> | -                                                           | <b>68,0</b> | <b>31,5</b> | -   | -                                                          | <b>21,0</b> | <b>18,0</b> | -   | -                                                    | -    | -   | <b>27,5</b>     | <b>15,5</b> | -   | <b>27,5</b> | <b>15,5</b> | -   |

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**14. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) PAR MINISTÈRE, PAR CABINET MINISTÉRIEL ET PAR ORGANISME POUR 2004-2005 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006, 2006-2007 ET 2007-2008.**

| CORPS D'EMPLOI                                   | PERSONNEL MASCULIN | PERSONNEL FÉMININ | MOINS DE<br>35 ANS | 35 ANS<br>ET PLUS | PERSONNES<br>HANDICAPÉES | ANGLOPHONES | AUTOCHTONES |
|--------------------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|-------------|-------------|
| ADMINISTRATEURS D'ÉTAT                           | 1                  |                   |                    | 1                 |                          |             |             |
| CADRES                                           | 3                  |                   |                    | 3                 |                          |             |             |
| PROFESSIONNELS                                   | 1                  | 1                 |                    | 2                 |                          |             |             |
| FONCTIONNAIRES                                   |                    | 1                 |                    | 1                 |                          |             |             |
| OUVRIERS                                         |                    |                   |                    |                   |                          |             |             |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>5</b>           | <b>2</b>          | <b>0</b>           | <b>7</b>          | <b>0</b>                 | <b>0</b>    | <b>0</b>    |
| <b>% par rapport à l'effectif<br/>occupé (7)</b> | <b>71,4%</b>       | <b>28,6%</b>      | <b>0,0%</b>        | <b>100,0%</b>     | <b>0,0%</b>              | <b>0,0%</b> | <b>0,0%</b> |

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**15. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION), ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE, D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES, DE JOURS DE VACANCES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.**

|              | NOMBRE TOTAL<br>DE JOURS DE<br>VACANCES PRIS<br>PAR LE<br>PERSONNEL<br>JRS |             |             | NOMBRE TOTAL<br>DE JOURS DE<br>MALADIE PRIS<br>PAR LE<br>PERSONNEL<br>JRS |             |             | NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL<br>SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES |              |                    |              |               |              |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|---------------------------------------------------------|--------------|--------------------|--------------|---------------|--------------|
|              |                                                                            |             |             |                                                                           |             |             | PAYÉES<br>HRES                                          |              | COMPENSÉES<br>HRES |              | TOTAL<br>HRES |              |
|              | CADRES                                                                     | PROF        | FONC        | CADRES                                                                    | PROF        | FONC        | PROF                                                    | FONC         | PROF               | FONC         | PROF          | FONC         |
| AVRIL        | 5,0                                                                        | 13,0        |             | 2,0                                                                       |             | 8,5         |                                                         |              |                    | 8,50         |               | 8,50         |
| MAI          | 1,0                                                                        | 1,0         |             |                                                                           |             |             |                                                         |              | 34,00              | 19,50        | 34,00         | 19,50        |
| JUIN         | 24,0                                                                       | 1,0         |             |                                                                           | 7,5         |             |                                                         |              | 60,00              | 3,50         | 60,00         | 3,50         |
| JUILLET      | 18,0                                                                       | 11,0        | 15,0        |                                                                           | 21,0        |             |                                                         | 12,50        |                    |              |               | 12,50        |
| AOÛT         | 19,0                                                                       | 7,0         | 7,0         |                                                                           | 22,0        | 1,0         |                                                         | 5,00         |                    |              |               | 5,00         |
| SEPTEMBRE    | 22,0                                                                       |             | 1,0         |                                                                           | 14,0        |             |                                                         | 1,00         |                    |              |               | 1,00         |
| OCTOBRE      |                                                                            | 1,0         | 1,0         |                                                                           | 5,0         | 1,0         |                                                         |              |                    | 5,00         |               | 5,00         |
| NOVEMBRE     | 2,0                                                                        | 1,5         | 1,0         | 0,5                                                                       | 1,5         | 0,5         |                                                         |              |                    | 10,50        |               | 10,50        |
| DÉCEMBRE     | 4,0                                                                        | 8,0         | 4,0         |                                                                           | 1,0         |             |                                                         |              | 14,00              | 16,00        | 14,00         | 16,00        |
| JANVIER      | 1,0                                                                        | 1,0         |             |                                                                           | 2,5         | 1,0         |                                                         |              |                    | 1,00         |               | 1,00         |
| FÉVRIER      |                                                                            | 3,5         | 5,0         |                                                                           | 5,0         | 1,0         |                                                         |              |                    | 4,00         |               | 4,00         |
| MARS         | 2,0                                                                        | 1,0         |             |                                                                           | 1,5         | 1,0         |                                                         |              |                    | 9,50         |               | 9,50         |
| <b>TOTAL</b> | <b>98,0</b>                                                                | <b>49,0</b> | <b>34,0</b> | <b>2,5</b>                                                                | <b>81,0</b> | <b>14,0</b> | <b>-</b>                                                | <b>18,50</b> | <b>108,00</b>      | <b>77,50</b> | <b>108,00</b> | <b>96,00</b> |



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION  
 PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 01 : RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

13. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 :
- Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme

| Catégorie d'emploi                     | Personnel masculin | Personnel féminin | Moins de 35 ans | 35 ans et plus | Personnes handicapées | anglophones | autochtones | Membre des communautés culturelles |
|----------------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|----------------|-----------------------|-------------|-------------|------------------------------------|
| Administrateurs d'état                 | 1                  | --                | --              | 1              |                       |             |             |                                    |
| Cadres                                 | 3                  | --                | --              | 3              |                       |             |             |                                    |
| Professionnels                         | 1                  | 3                 | --              | 4              |                       |             |             |                                    |
| Fonctionnaires                         | --                 | 2                 | 1               | 1              |                       |             |             |                                    |
| Ouvriers                               | --                 | --                | --              | --             |                       |             |             |                                    |
| TOTAL                                  | 5                  | 5                 | 1               | 9              | 0                     | 0           | 0           | 0                                  |
| % par rapport à l'effectif occupé (10) | 50,0 %             | 50,0 %            | 10,0 %          | 90,0 %         | 0,0 %                 | 0,0 %       | 0,0 %       | 0,0 %                              |

N.B. Les données sont relatives à la Réforme des institutions démocratiques (Programme 06, élément 01)

-----

14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2005-2006, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) :
- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel
  - Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...)
  - Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
  - Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

| Mois    | Nbre total de jrs de vac pris par le personnel |       |        | Nbre total de jrs de maladies pris par le personnel |       |        | Nbre d'heures de travail supplémentaires réalisées |        |                   |        |              |        | Nbre de plaintes pour harcèlement psychologique |
|---------|------------------------------------------------|-------|--------|-----------------------------------------------------|-------|--------|----------------------------------------------------|--------|-------------------|--------|--------------|--------|-------------------------------------------------|
|         |                                                |       |        |                                                     |       |        | Payés heures                                       |        | Compensées heures |        | Total heures |        |                                                 |
|         | Cadres                                         | Prof  | Fonct. | Cadres                                              | Prof. | Fonct. | Prof.                                              | Fonct. | Prof.             | Fonct. | Prof.        | Fonct. |                                                 |
| Avril   | 0,5                                            | 1,5   | --     | 1,0                                                 | 0,5   | 1,5    | --                                                 | --     | --                | 8,50   | --           | 8,50   |                                                 |
| Mai     | 8,0                                            | 1,0   | --     | --                                                  | 1,0   | 1,5    | --                                                 | --     | --                | 15,50  | --           | 15,50  |                                                 |
| Juin    | 5,0                                            | 14,5  | --     | 2,5                                                 | 0,5   | 2,0    | --                                                 | --     | --                | 5,50   | --           | 5,50   |                                                 |
| Juillet | 37,5                                           | 36,0  | 15,0   | 0,5                                                 | 20,0  | 1,0    | --                                                 | --     | --                | --     | --           | --     |                                                 |
| Août    | 37,0                                           | 40,5  | 5,0    | 2,0                                                 | 0,5   | 2,0    | --                                                 | --     | --                | --     | --           | --     |                                                 |
| Sept.   | 1,0                                            | 3,0   | --     | 2,0                                                 | 2,5   | 2,5    | 2,5                                                | --     | 5,50              | 1,00   | 5,50         | 1,00   |                                                 |
| Oct.    | 6,0                                            | 1,0   | --     | 0,5                                                 | 2,5   | --     | --                                                 | --     | --                | 5,50   | --           | 5,50   |                                                 |
| Nov.    | 2,0                                            | 1,0   | --     | 2,0                                                 | 1,5   | 1,0    | --                                                 | --     | 6,50              | 9,00   | 6,50         | 9,00   |                                                 |
| Déc.    | 8,0                                            | 14,5  | 4,0    | 1,0                                                 | 3,0   | 2,5    | --                                                 | --     | --                | 2,50   | --           | 2,50   |                                                 |
| Janv.   | 4,0                                            | --    | --     | 2,5                                                 | 2,5   | 1,0    | --                                                 | --     | 4,50              | 6,50   | 4,50         | 6,50   |                                                 |
| Fév.    | --                                             | 1,0   | 6,0    | 1,0                                                 | 3,0   | 2,0    | --                                                 | --     | 47,00             | 13,00  | 47,00        | 13,00  |                                                 |
| Mars    | 2,0                                            | --    | 1,0    | 1,0                                                 | 7,0   | --     | --                                                 | --     | 19,00             | 2,50   | 19,00        | 2,50   |                                                 |
| TOTAL   | 111,0                                          | 114,0 | 31,0   | 16,0                                                | 44,5  | 17,0   | --                                                 | --     | 82,50             | 69,50  | 82,50        | 69,50  |                                                 |

N.B. Les données sont relatives à la Réforme des institutions démocratiques (Programme 06, élément 01)

-----